

Préserver les intérêts du canton du Jura lors des négociations de la Suisse avec l'UE

Emilie Moreau (PVL)

Le canton du Jura, frontalier avec la France, proche de l'Allemagne à travers l'ensemble de ses activités via BaselArea et stratégiquement situé d'un point de vue géographique en Europe, est particulièrement touché par la décision du Conseil fédéral de ne pas poursuivre les négociations sur un accord-cadre. Pour l'ensemble de notre activité économique, mais notamment le secteur de l'électricité et d'autres branches comme les technologies médicales ou encore la micromécanique sont les premiers à bénéficier d'une relation privilégiée avec l'UE.

Le gouvernement de Bâle-Ville s'est engagé publiquement et avec conviction pour que le Conseil fédéral ne laisse pas couler l'accord-cadre avec l'UE.

Par conséquent, on peut supposer que le Gouvernement Jurassien s'est lui aussi impliqué et qu'il continuera à tout mettre en œuvre pour défendre au mieux ses intérêts et clarifier au plus vite les questions institutionnelles.

En lien avec ce préambule, nous prions le Gouvernement jurassien de répondre aux questions suivantes :

- 1. Dans quelle mesure le Gouvernement jurassien a-t-il été consulté avant la décision stratégique du Conseil fédéral d'interrompre les négociations ?**
- 2. Quelle était la position du Gouvernement jurassien avant l'échec des négociations et quelle a été sa réaction au moment de la rupture des négociations ?**
- 3. Comment le Gouvernement s'est-il engagé dans le cadre de la Conférence des cantons pour garantir un cadre stable aux relations Suisse-UE ?**
- 4. A-t-il également défendu les intérêts du canton du Jura directement auprès du Conseil fédéral et, si oui, dans quelle mesure ?**
- 5. Comment le Gouvernement s'impliquera-t-il à l'avenir et veillera-t-il à être étroitement associé à la suite des travaux du Conseil fédéral ?**
- 6. Le Gouvernement a-t-il l'intention de continuer à se coordonner avec d'autres cantons et d'intervenir ensemble auprès du Conseil fédéral, par exemple dans le domaine de la recherche ?**

Emilie Moreau (PVL)

Co-signataires

- Sophie Guenot (PCSI)
- Ismaël Vuillaume (PVL)
- Emilie Moreau (PVL)
- Vincent Eggenschwiler (PCSI)
- Patrick Chapuis (PCSI)

- Raoul Jaeggi (PVL)
- Quentin Haas (PCSI)
- Vincent Hennin (PCSI)
- Blaise Schüll (PCSI)
- Alain Beuret (PVL)
- Géraldine Beuchat (PCSI)
- Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI)

Intervention déposée officiellement le 16 février 2022

Documents annexés